

Auray. Finances publiques : contre une fermeture, les agents interpellent les élus



En amont d'une réunion entre la direction départementale des finances publiques et des élus locaux, ils étaient une vingtaine à manifester, mercredi 11 septembre 2019, contre une fermeture du centre des finances publiques d'Auray.

Le personnel des finances publiques poursuit ses actions contre une fermeture du centre d'Auray (soixante agents). Ils étaient une vingtaine à manifester, mercredi 11 septembre, à Porte-Océane, en amont d'une réunion entre leur direction et de nombreux élus locaux. Une autre mobilisation est prévue lundi 16, à 10 h, devant le centre des finances.

La fermeture interviendrait « **au plus tard en 2022** », pointe l'intersyndicale CGT, CFDT, FO et Solidaires. Objectif de la manifestation : « **Interpeller les élus.** » Les syndicalistes ont déjà rencontré la plupart récemment. « **On a le sentiment d'avoir modifié leur compréhension du sujet** », analysent-ils.

S'adapter aux besoins

« **La concertation sur le nouveau réseau se poursuit. Elle se terminera fin septembre, début octobre** », rappelle, pour sa part, Claude Girault, directeur Morbihan des finances publiques, venu

« répondre à toutes les questions des élus ». Lesquels « me font valoir des arguments de poids sur la place d'Auray, des éléments à prendre en considération ».

A l'issue de la réorganisation, « il y aura un point de contact à Auray », avec des « agents des finances publiques ». La question est sous quelle forme : « Tout est ouvert. Points permanents et ponctuels : on s'adapte aux besoins. »

Des élus attentifs et inquiets

Ce qui ne rassure pas le personnel. Il craint des permanences ponctuelles dans une maison de services publics, assurées par des agents des impôts « au début, pour l'habillage, puisque cela s'étiole », avec « perte d'expertise dans le service rendu à l'utilisateur ». Par ailleurs, reprennent-ils en compensation d'emplois publics, un service, « mais qui n'accueille pas le public », pourrait être transféré de Vannes.

Parmi les élus présents, Joseph Rochelle, maire d'Auray, qui avait fait part de « ses objections » au projet, ainsi que Philippe Le Ray, président de l'intercommunalité Auray Quiberon terre atlantique (Aqta). « On a exprimé notre désaccord », explique Philippe Le Ray. La direction « a fait des amorces de propositions ». Il termine : « On est inquiets et très attentifs », cela dans un contexte où d'autres services publics « ont été grignotés à Auray ces dernières années », une évolution « intolérable ».